Délibération affichée à l'Hôtel de Ville
et transmise au représentant de l'État
le 5 octobre 2018

CONSEIL DE PARIS

Conseil Municipal

Extrait du registre des délibérations

Séance des 24, 25 et 26 septembre 2018

2018 V.456 Vœu relatif au gestionnaire et à l'offre aux personnes à mobilité réduite

Le Conseil de Paris, siégeant en formation de Conseil Municipal,

Considérant l'ambition de la Ville de Paris de faire de la lutte contre la pollution d'origine routière une de ses priorités ;

Considérant qu'une voiture en autopartage remplace en moyenne sept véhicules en circulation, participant ainsi à la réduction des gaz à effet de serre et des émissions de polluants ;

Considérant la nécessité d'innover dans le secteur des mobilités et particulièrement ceux des mobilités partagées ;

Considérant que les premières entreprises à avoir investi le secteur des mobilités partagées sont des entreprises de l'économie sociale et solidaire fondées sur un principe de solidarité et d'utilité sociale. Ces entreprises adoptent des modes de gestion démocratiques et participatifs. Elles encadrent strictement l'utilisation des bénéfices qu'elles réalisent ;

Considérant que la loi n° 2014-856 du 31 juillet 2014 relative à l'économie sociale et solidaire a renforcé leur cadre juridique ;

Considérant que les opérateurs de l'économie sociale et solidaire sont les plus susceptibles de développer des gammes de véhicules diversifiés, incluant notamment des véhicules accessibles aux personnes à mobilité réduite.

Aussi, sur proposition de Jérôme Gleizes, David Belliard et des élu.e.s du Groupe écologiste de Paris (GEP), le Conseil de Paris

Émet le vœu :

- que la Ville de Paris, dans le cadre du développement de son service de véhicules partagés, permette de confier la gestion de ce service à des candidats appartenant à l'Économie Sociale et Solidaire ;

- Que la Ville de Paris veille à ce que soit encouragé le développement d'une offre de véhicules accessibles aux personnes à mobilité réduite.